



Conseil économique et social

Distr.: Limitée
4 mars 2005

Français
Original: Anglais

Commission des stupéfiants

Quarante-huitième session

Vienne, 7-14 mars 2005

Point 7 d) de l'ordre du jour provisoire*

**Application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues:
autres questions découlant des traités internationaux
relatifs au contrôle des drogues**

Japon: projet de résolution

Mesures contre les drogues et précurseurs nouveaux non placés sous contrôle au titre des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues

La Commission des stupéfiants,

Rappelant la résolution 2004/41 du Conseil économique et social, en date du 21 juillet 2004, sur la lutte contre la fabrication, le trafic et l'abus de drogues de synthèse,

Confirmant sa résolution 44/14, par laquelle elle invitait les États et les organisations régionales concernées à favoriser l'échange d'informations sur les comportements d'usage des drogues et sur les produits consommés,

Rappelant sa résolution 45/6, par laquelle elle encourageait les États à avoir recours à l'industrie pharmaceutique pour étoffer les connaissances en matière de substances psychotropes à risque d'abus et de dépendance,

Rappelant également sa résolution 45/13 sur l'optimisation des systèmes de collecte de l'information et la définition des pratiques optimales de lutte contre la demande de drogues illicites,

Rappelant aussi sa résolution 46/7, par laquelle elle priait instamment tous les États Membres d'appliquer sa résolution 45/6,

Rappelant en outre sa résolution 47/1,

* E/CN.7/2005/1.



Constatant qu'un certain nombre de drogues et de précurseurs qui ne sont pas placés sous contrôle au titre des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues ont fait leur apparition ces dernières années dans différentes régions, comme le montre l'abus, depuis peu, de kétamine en Asie de l'Est et du Sud-Est relevé dans le rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2004¹,

Consciente que ces drogues font l'objet d'un abus généralisé, particulièrement parmi les jeunes, et qu'elles sont, ainsi que les précurseurs en cause, détournées vers des circuits illicites,

Vivement préoccupée de ce que l'abus de ces drogues, leur détournement et celui des précurseurs en cause risquent de se propager dans le reste du monde dans un avenir proche,

Préoccupée par la distribution internationale de ces drogues et précurseurs au moyen de nouveaux circuits illicites, y compris l'Internet, et par l'absence d'harmonisation des réglementations nationales susceptibles de contrer ce phénomène,

Notant que, aux termes de l'article 39 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961², de l'article 23 de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes³ et de l'article 24 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988⁴, les parties ne sont pas empêchées d'adopter des mesures plus strictes que celles qui sont prévues par ces conventions,

Consciente des difficultés qu'éprouvent les gouvernements à mettre en œuvre rapidement des contre-mesures effectives de contrôle des drogues selon des modalités qui s'accordent avec l'action menée par d'autres gouvernements, considérant que des drogues et précurseurs nouveaux apparaissent constamment et que chaque gouvernement ne dispose à leur sujet que de connaissances restreintes,

Notant qu'il est nécessaire de recueillir et de partager des informations sur ces drogues et précurseurs afin de mettre en place des mesures internationales adaptées aux réalités actuelles avant que la situation ne s'aggrave, et d'aider les États Membres à resserrer leurs liens de coopération pour ce qui est de la lutte contre le problème que posent ces substances et, à cet effet, de placer ces dernières sous contrôle au titre des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues,

1. *Exhorte* les États Membres à communiquer des informations sur les drogues et précurseurs nouveaux à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime afin que celui-ci puisse étoffer les connaissances en la matière, notamment pour ce qui est de la prévalence de l'abus, la dépendance et d'autres risques pour la santé tout comme des techniques de synthèse et des circuits de détournement, ainsi que des informations sur les mesures administratives qu'ils ont prises;

¹ *Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2004* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.05.XI.3), par. 381 et 390.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 520, n° 7515.

³ Ibid., vol. 1019, n° 14956.

⁴ Ibid., vol. 1582, n° 27627.

2. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de jouer un rôle de premier plan pour ce qui est de recueillir des informations auprès des États Membres et de les partager avec les autres États Membres, avec l'Organe international de contrôle des stupéfiants et avec l'Organisation mondiale de la santé;

3. *Prie* l'Organisation mondiale de la santé d'examiner, pour ce qui est des aspects scientifiques et des répercussions sur la santé publique, les informations que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a communiquées concernant les drogues en cause et de lui rendre compte de ses conclusions afin qu'elle puisse déterminer si ces drogues doivent être placées sous contrôle au titre de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 ou de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes;

4. *Prie* l'Organe international de contrôle des stupéfiants d'examiner, du point de vue technique, les informations que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a communiquées concernant les précurseurs en cause et de lui rendre compte de ses conclusions afin qu'elle puisse déterminer si ces drogues doivent être placées sous contrôle au titre de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988;

5. *Engage instamment* les États Membres à lancer la procédure de mise sous contrôle international de ces drogues et précurseurs afin de faciliter l'action menée en vue de mettre en œuvre des mesures de contrôle de manière effective et harmonisée, et à intensifier leur coopération avec les autres États Membres afin de faire face aux problèmes que posent ces substances;

6. *Invite* les États Membres à prendre des mesures préventives pour contrôler les précurseurs latents qui risquent de servir à fabriquer des drogues susceptibles de faire l'objet d'un abus, et ce avant même que ces précurseurs ne soient placés sous contrôle au titre de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988.
